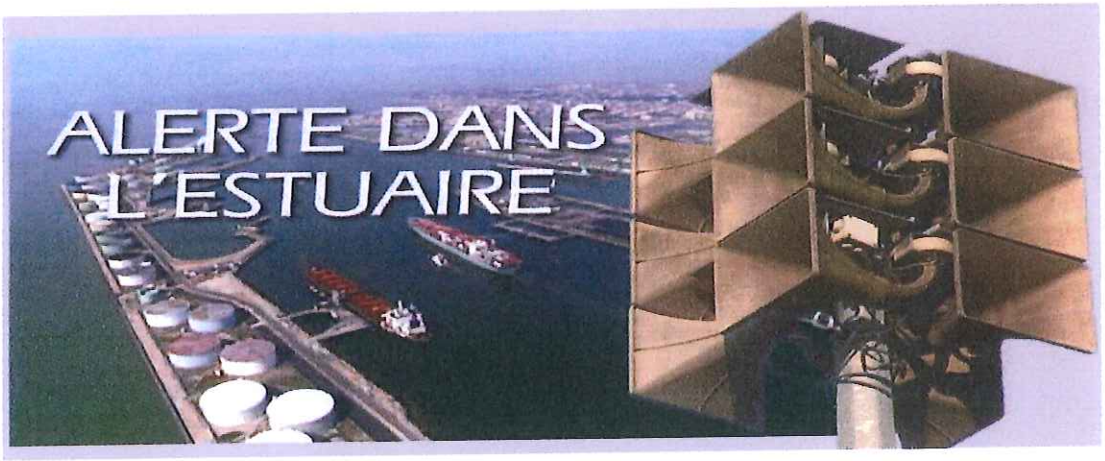
ORMES

Office des Risques Majeurs de l'Estuaire de la Seine

Rapport d'activités 2014

© Vue du Port du Havre par drone – SécuRévi - ORMES



www.ormes.fr
19, rue Georges Braque 76600 Le Havre

Sommaire

Le contexte 2014 3

Glossaire 4

Les membres 5

Le fonctionnement statutaire 6

Les collaborateurs 7

Les projets

Réponse Collective aux Situations d'Urgence de la Zone Industrielle et Portuaire du Havre 8

Commission « Surcotes Marines » 16

L'information et la communication 18

Le Haut Comité Français pour la Défense Civile 20

L'actualité 2014 dans l'estuaire de la Seine

Les risques technologiques

L'instruction du Plan de Prévention des Risques Technologiques se poursuit avec les acteurs locaux : les associations de riverains, le Grand Port Maritime du Havre HAROPA, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Havre, Caux-estuaire et la CODAH et l'ORMES (Réponse Collective aux Situations d'Urgence). Des groupes de travail préparent la stratégie et le projet de règlement.
A la demande de l'Etat, les actions de réduction des risques à la source ont été poursuivies par les industriels : CARE, CHEVRON, CIM, ERAMET, NORGAL, OMNOVA, SEPP, SHMPP, TOTAL RAFFINAGE, YARA.

Un contexte réglementaire en évolution :

La Directive Seveso 3

La politique de transparence a été renforcée. La participation et l'information du public prennent une place prépondérante (art. L.515-34 et R.515-89 - code de l'environnement) : site Internet alimenté par les préfets).

La nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) a été réorganisée.

Incidents & accidents relevés en 2014 :

- Une fuite de benzène a conduit au déclenchement du Plan d'Opération Interne (POI) chez Total Petrochemical (06/02/14).
- Une fuite sur un pipeline d'hydrocarbures à Saint-Vigor-d'Ymonville a été traitée (26/05/14).

- Une fuite de chlore a conduit au déclenchement du POI à Eramet (23/10/14).

Suite - Incidents & accidents relevés en 2014 :

Trois dysfonctionnements de sirènes ont concerné :

- Le Havre : 5 mars, 2 juillet
- et la CIM, 11 juin

Ces incidents ont fait l'objet d'opérations de sécurisation.

Les risques naturels

Le Préfet de bassin Seine-Normandie a arrêté la cartographie du Territoire à Risque Inondation (TRI) du Havre. Il prend en compte les avis et remarques des acteurs du territoire concerné et notamment ceux du GPMH, de la CODAH et de la Ville du Havre. Il prévoit d'engager des études approfondies pour établir les cartes des submersions marines (projet d'étude en cours).
Le projet de Plan de Gestion du Risque Inondation (PGRI) a été mis en consultation publique du 18 décembre 2014 au 18 juin 2015.

Incidents & accidents relevés en 2014

- Le secteur des falaises de ROGERVILLE, soumis aux risques de chute de blocs, a fait l'objet d'évacuations et de relogements de plusieurs familles (hiver 2014).
- Découverte d'une marnière dans le quartier de Sanvic au HAVRE sous une habitation (été 2014).

Risques inondations : GEMAPI et décret « Digue »

La compétence « Gestion des Milieux Humides et de Prévention du Risque Inondation » (GEMAPI). La loi MAPTAM du 27/01/2014 prévoit de transférer aux communes et aux intercommunalités cette compétence.
Le projet de décret « digues » établit un nouveau cadre réglementaire pour les ouvrages en vue de prévenir les inondations et les submersions (digues, ...).
Le gestionnaire du système d'endiguement s'organise pour anticiper les phénomènes dangereux et pour déclencher les processus de mise en sécurité des personnes.

AESN
Agence de l'eau Seine Normandie

ANSSI
Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information

AOT
Autorisation d'Occupation Temporaire

AURH
Agence d'Urbanisme de la Région du Havre et de l'estuaire de la Seine

CASU
Centre d'Appui aux Situations d'Urgences

CCIH
Chambre de Commerce et d'Industrie du Havre

CCIPA
Chambre de Commerce et d'Industrie du Pays d'Auge

CEA
Commissariat à l'Energie Atomique et aux énergies alternatives

CEREMA
Centre d'Etudes et d'expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement

CERES
Code d'Evaluations Rapides Environnementales et Sanitaires

CIM
Compagnie Industrielle Maritime

CRI-CCIH
Commission Risque Industriel de la CCIH

CTeeSMES
Commission Technique d'étude et d'évaluation des Surcotes Marines dans l'Estuaire de la Seine

DCE
Direction du Cycle de l'eau (CODAH)

DDTM
Direction Départementale des Territoires et de la Mer

DGSCGC
Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises

DIRM
Direction pour l'Information sur les Risques Majeurs (CODAH)

DREAL
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

EPCI
Établissement Public de Coopération Intercommunale

ERP
Etablissement Recevant du Public

GIP
Groupement d'Intérêt Public

GPMH
Grand Port Maritime du Havre

GPMR
Grand Port Maritime de Rouen

HAROPA
Havre Rouen Paris

MEDDE
Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie

MSGU
Médias Sociaux et Gestion des Urgences

ORMES
Office des Risques Majeurs de l'Estuaire de la Seine

ORSEC
Organisation de la Réponse de SEcurité Civile

PFMS
Plan Familial de Mise en Sûreté

PGRI
Plan de Gestion des Risques Inondation

PMA ERP
Plan de Mise à l'Abri pour les ERP

PMA AE
Plan de Mise à l'Abri pour les Activités Economiques

POI
Plan d'Opération Interne

PPI
Plan Particulier d'Intervention

PPMS
Plan Particulier de Mise en Sûreté

PPRT
Plan de Prévention des Risques Technologiques

PRECIEU
PRogramme d'Etudes sur la Contrainte d'Inondation dans les projets urbains en Espaces Inondables

R&D
Recherche et Développement

RCU-ZIP
Réponse Collective aux situations d'Urgence de la ZIP

SAIP
Système d'Alerte et d'Information des Populations

SDIS
Service Départemental d'Incendie et de Secours

SIRACED-PC
Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense – Protection Civile

TRI
Territoires à Risques Importants d'inondation

ZIP
Zone d'activités Industrielles et Portuaires

Les membres

Les membres fondateurs

Les industriels

SEVESO Seuils Hauts

CARE
CHEVRON ORONITE
CIM
ERAMET
LBC SOGESTROL
LUBRIZOL
NORGAL*
OMNOVA SOLUTIONS
SHMPP
SIGALNOR
TOTAL FRANCE
TOTAL FLUIDES
TOTAL PETROCHEMICALS
YARA

SEVESO Seuils Bas

AIR LIQUIDE - SOGIF
PG COATING

Etablissements générant des risques

EDF
SEREP
SEDIBEX

Autres acteurs économiques

AIRCELLE

* acteur sortant en 2014

Les communes

Cauville
Deauville
Épouville
Épretot
Étainhus
Fontaine-la-Mallet
Fontenay
Gainneville
Gommerville
Gonfreville-l'Orcher
Graimbouville
Harfleur
Honfleur
La Cerlangue
La Remuée
La Rivière-Saint-Sauveur
Le Havre
Les Trois-Pierres
Manéglise
Mannevillette
Montivilliers
Notre-Dame-du-Bec
Octeville-sur-Mer
Oudalle
Pennedepie*
Rogerville
Rolleville
Sainneville-sur-Seine
Saint-Aubin-Routot
Sainte-Adresse
Saint-Gatien-des-Bois
Saint-Gilles-de-la-Neuville
Saint-Laurent-de-Brèvedent
Saint-Martin-du-Manoir
Saint-Romain-de-Colbosc
Saint-Vigor-d'Ymonville
Saint-Vincent-deCramesnil
Sandouville

Le bureau

Président
Edouard PHILIPPE

1er Vice-président
Didier SANSON

2nd Vice-président
Vincent MALFERE

Secrétaire général
Emmanuel LUDOT

Trésorier
François HAAS

Le conseil d'administration

COMMUNAUTE DE L'AGGLOMERATION HAVRAISE

Edouard PHILIPPE, Député, Maire du Havre, Président

Jean-Paul LECOQ, Maire de Gonfreville-l'Orcher, Vice-président en charge des risques majeurs

CAUX-ESTUAIRE

Didier SANSON, Maire d'Etainhus, Président

Jacques DELLERIE, Maire de Sandouville, Vice-président

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE HONFLEUR**

Michel-Olivier MATHIEU, Maire de la Rivère-Saint-Sauveur, Vice-président

Patrick LABBE, Conseiller municipal d'Honfleur

COMMISSION RISQUES INDUSTRIELS DE LA CCIH

Gérard ROUSSEL, Directeur de TOTAL Raffinage - Chimie, Plate-forme Normandie

Patrick VERLAINE, Membre de commission risque de la CCIH

GRAND PORT MARITIME DU HAVRE

Vincent MALFERE, Directeur général adjoint de l'exploitation

Emmanuel LUDOT, Directeur de la zone industrialo-portuaire

UNIVERSITÉ DU HAVRE

Pascal REGHEM, Président

Dimitri LEFEBVRE, Professeur des universités

VILLE DU HAVRE

Agnès FIRMIN* LE BODO, Adjoint au maire, Chargée de la qualité de vie, de la prévention et de la sécurité

ENTREPRISE NON-GÉNÉRATRICE DE RISQUES

AIRCELLE

Jean-Marie DUBOS, Directeur

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU HAVRE

François HAAS, Vice-président

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU PAYS D'AUGE

Christian FOUGERAY, Président

* A remplacé M. Bied-Charreton

** acteur sortant en 2014

Dates clefs 2014

Conseil Administration
6 juin 2014

Assemblée Générale
30 juin 2014

Les collaborateurs

Secrétariat et communication

Virginie PAPE

Assistante de Direction

Em@il :
virginie.pape@ormes.asso.fr

Téléphone : 02.32.74 86.70

Juliette SANDU
(départ en juillet 2014)

Chargée de communication

Em@il : juliette.sandu@ormes.asso.fr

Téléphone : 02.32.74.86.66

Animation des commissions

Patrick LIONS
Directeur de l'Information sur les Risques Majeurs - CODAH

Gestion Collective des Risques de l'Estuaire

Em@il : patrick.lions@codah.fr

Téléphone : 02.35.22.25.29

Pascal MALLET
Directeur-adjoint de l'Information sur les Risques Majeurs - CODAH

Evaluation de l'impact des surcotes marines

Em@il : pascal.mallet@codah.fr

Téléphone : 02.35.22.25.39

Chargés de mission et stagiaire

Ismahène TOUATI
Ingénieur

Chargée d'études risques technologiques

Em@il : ismahene.touati@ormes.asso.fr

Téléphone : 02.77.61.26.17

Ndeye Fatou MAR
(départ en juillet 2014)

Ingénieur

Chargée d'études surcotes marines

Em@il : fatou.mar@ormes.asso.fr

Téléphone : 02.77.61.26.18

Florence ORILLARD
Stagiaire – Projet PRECIEU
Université de Tours

Réponse Collective aux Situations d'Urgence de la Zone Industrielle et Portuaire du Havre

Les acteurs

Collectivités
Caux-Estuaire
CCIH
CODAH Ville
du Havre

Industriel SEVESO
TOTAL

Activité Portuaire
GPMH

Services d'urgence
SDIS76

Activités Industrielles
AIRCELLE PONTICELLI
RNUR Sandouville

Services de l'Etat
DREAL HN DDTM
SIRACED-PC

Association
AIR NORMAND
ORMES

Les impacts du PPRT en quelques chiffres :

1 026 bâtiments concernés :

- 351 habitations
- 652 bâtiments dédiés à l'activité économique
- 23 ERP

6 000 emplois concernés (hors SEVESO)

118 études de renforcement du bâti analysées

Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT)

Protéger les populations

2001 – Accident de Toulouse AZF
2003 – Loi Risque : création des PPRT
- réduction des risques à la source
- nouvelles règles d'urbanisme
- renforcement du bâti

2010 – PPRT du Havre prescrit : les acteurs concernés, industriels et salariés, public et riverains, élus, et services de l'Etat élaborent ces mesures dans le cadre d'une concertation. Les mesures formulées dans un arrêté préfectoral s'imposeront aux documents d'urbanisme (POS/PLU).

Les scénarios à forte gravité et à faible probabilité sont « hors PPRT ». Ils sont traités dans le cadre du Plan Particulier d'Intervention(PPI) et les Plans Communaux de Sauvegarde. Ils prévoient les mesures d'information, d'alerte et de sauvegarde de la population.

Préserver le développement économique

L'Etat a rédigé deux documents :

- une note, en mai 2011, sur les activités économiques prévoyant le maintien d'activités sous condition d'établissements de plans de protection des salariés ;

- une circulaire, le 25 juin 2013, autorisant l'extension ou le développement de nouvelles activités économiques sous condition de la mise en place d'une gouvernance locale, grâce à l'engagement juridique de chaque opérateur à participer aux opérations collectives de sécurité.

Ces deux éléments encadrent la démarche collective autour des mesures organisationnelles dans l'estuaire de la Seine.

Notre territoire en chiffres :

La ZIP du Havre, plateforme d'importance nationale supporte l'essentiel du périmètre d'étude du PPRT du Havre qui concerne 8 collectivités locales (dont Caux-Estuaire et la CODAH) et un millier de bâtiments (351 habitations, 652 activités économiques - dont 16 sites SEVESO seuils hauts et 19 entreprises soumises à la règlementation PPI et 23 Etablissements Recevant du Public).

16 000 emplois / 1 600 habitants / 827 hectares de la zone industrielle sont potentiellement concernés.

Les initiatives locales :

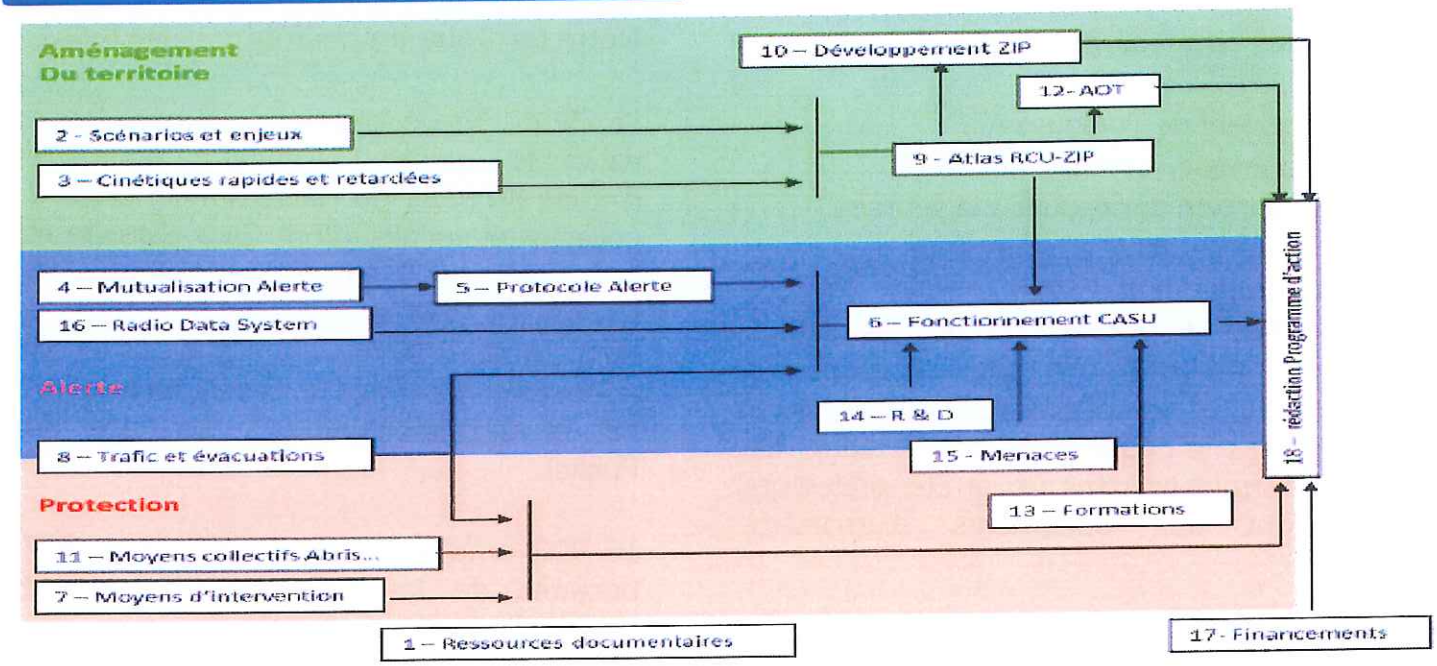
Plusieurs études ont été menées par les acteurs du territoire. Ces études ont conduit à la rédaction d'une note de cadrage proposant un programme d'action « Réponse Collective aux situations d'Urgence de la ZIP » RCU-ZIP.

A retenir en 2014

La commission « risques industriels » de la CCIH est considérée comme le porteur de la démarche par la DREAL. A ce titre, elle travaille au projet d'association des industriels et du port.

En parallèle, la DREAL et la DDTM 76 ont mis en place un groupe de travail sur la stratégie du PPRT qui travaille sur l'élaboration d'un projet de règlement du PPRT concernant les implantations existantes et futures sur la ZIP. Elles ont communiqué les 118 études de renforcement du bâti.

Axes stratégiques



Les Unités de projet - UP

Programmation – Ressources et financements

Rédaction du programme d'action (18)

Cette unité de projet assure le secrétariat de la commission. Elle a pour rôle de rédiger le projet global avec l'ensemble des travaux menés dans les autres unités de projet.

Ressources documentaires (1)

Il s'agit pour cette unité de projet de rassembler les textes législatifs et techniques, mais aussi les études, réflexions, avis ou exemples de ce qui est mis en place sur les autres zones soumises à un PPRT.

Inventaire des dispositifs de financements envisageables (17)

Le travail de cette unité de projet sera lancé quand des chiffrages seront disponibles, permettant ainsi une évaluation des coûts du PPRT et des coûts de la RCU-ZIP.

Le programme d'action « Réponse Collective aux situations d'Urgence de la ZIP » RCU-ZIP, complémentaire du PPRT, identifie trois domaines principaux :

- L'aménagement du territoire
- L'alerte des populations
- La protection des populations

Un quatrième domaine concerne le traitement de l'information, le conseil aux entreprises et la recherche et développement.

La commission RCU-ZIP élabore un programme d'action adapté au calendrier du PPRT.

A titre indicatif :

Les coûts PPRT comprennent notamment les coûts des mesures complémentaires de réduction du risque à la source, des impacts sur le foncier (expropriation, délaissement, préemption), des travaux de renforcement du bâti...

Les coûts RCU-ZIP comprennent les coûts des mesures individuelles ou collectives adaptées à la vie des entreprises, des équipements de protection des individus..

Aménagement du territoire

Scénarios et enjeux (2)
Des études et travaux sont nécessaires pour une utilisation à visée opérationnelle des scénarios d'aléas du PPRT. (Voir unité de projet n°9 ci-contre)

Cinétiques lentes et retardées (3)
Il s'agit dans cette unité de projet d'évaluer les scénarios d'accident qui donnent un certain délai pour réagir aux acteurs par rapport aux capacités et délais de protection des populations avant qu'elles soient impactées. (Voir unité de projet n°9 ci-contre)

Autorisations d'Occupations Temporaires (12)
Cette unité de projet travaille sur la prolongation et le renouvellement des AOT délivré par le GPMH sur la zone industrielle portuaire à la fois pendant l'instruction du PPRT (courte durée) ainsi qu'après son approbation. L'adhésion par les établissements concernés à la gouvernance collective pilotée par les industriels est à étudier et à prévoir (des clauses spécifiques aux contrats seront insérées).

Atlas RCU-ZIP : plus de 4 000 scénarios d'accidents (9)
La convention d'échange des données numériques entre l'ORMES et la DREAL a permis de construire une base de données géographiques qui contient les périmètres d'effets des scénarios à cinétique rapide (>4050) et à cinétique lente (185) retenus pour le PPRT mais aussi les scénarios inclus dans le PPI (188). La cartographie des bâtiments du périmètre d'étude du PPRT a été menée à terme par l'ORMES puis partagée avec la DDTM (1 026 bâtis identifiés).

A titre indicatif :
Les scénarios :
- « à cinétique rapide » : les effets interviennent immédiatement dès le début de l'accident.
- « à cinétique lente » : voir unité de projet n°3
- « inclus dans le PPI » : scénarios pessimistes et rares (très faibles probabilités d'occurrence »
Chaque scénario définit plusieurs périmètres d'aléas suivant sa gravité décroissante à partir de la source : très graves ou graves, irréversibles et de bris de vitres.

Prospectives de développement de la ZIP (10)
Il s'agit ici de prendre en compte le schéma de développement portuaire conduit par le GPMH sur la ZIP. Il sera présenté aux services de l'Etat au premier semestre 2015.

Alerte

Mutualisation de l'alerte (4)
Une étude des moyens existants a été confiée au cabinet IDL Conseil. A la lecture du rapport final, les membres de l'unité de projet ont ainsi formulé un objectif général de mutualisation : « Garantir collectivement une qualité d'alerte et d'information plus élevée que celle actuellement délivrée individuellement par chaque acteur, pour assurer une alerte dans des délais optimum de toutes les activités de la ZIP ».

Radio locale (16)
Cette unité de projet sera lancée quand les travaux sur l'utilisation du Radio Data System (RDS-FM) auront été réalisés.

Protocole d'alerte (5)
Ces travaux débuteront lorsque tout le dispositif de protection des populations aura été défini. Ils complèteront le protocole d'alerte signé par tous les acteurs et intégré au PPI.

Gestion du trafic et des capacités d'évacuation (8)
Afin de mettre au point une coordination de la gestion du trafic entre tous les acteurs impliqués dans un évènement majeur mettant en danger les vies des personnes travaillant ou circulant dans le périmètre de la ZIP, une étude a été commandée par l'ORMES au cabinet ARTELIA afin de proposer une organisation adaptée à la problématique des incidents majeurs.

Fonctionnement du Centre d'Appui (6)
Cette unité de projet synthétisera toutes les réflexions des autres unités de projet pour définir un projet d'infrastructure et de fonctionnement d'un futur centre d'appui.

Intégration des résultats de R&D (14)
Une nouvelle « convention d'expérimenta-
-tion pour la recherche et le développement de solutions améliorant la réponse collective aux situations d'urgence de la ZIP du Havre » a été signée à la fin de l'année 2013. Cependant, des projets ont été mis en place dans ce cadre et sans attendre la signature de l'ensemble des partenaires : des travaux sur la modélisation de nuages toxiques, des travaux pour le développement de la plateforme SécuRévi, des travaux autour de la veille et l'utilisation des réseaux sociaux en cas de crise...

Prise en compte des menaces (15)
Il s'agit d'un travail spécifique avec les services de la défense nationale.

Protection

Moyens de mise à l'abri/confinement collectif/ évacuation protégée (11)
L'objectif initial est de constituer une base de données des outils, des techniques, des moyens, des signalétiques, pouvant être mis en œuvre pour une protection individuelle ou une mise à l'abri collective.

Diffusion des connaissances et assistance aux activités de la ZIP (13)
Il s'agit de définir dans cette unité :
- l'ensemble des projets de formation à mettre en œuvre pour permettre à chaque activité économique de la ZIP de développer son plan de mise à l'abri de son personnel.
- une nouvelle politique publique de protection de la population, adaptée aux nouveaux enjeux du PPRT et de la RCU-ZIP, à projeter sur les cinq années à venir.

Mutualisation des moyens d'intervention (7)
Cette unité de projet a terminé ses travaux en proposant une grille d'évaluation, commune à l'ensemble des établissements SEVESO, du niveau de réponse face à un évènement. Elle a aussi permis de dresser la liste des conventions entre industriels qui sont en vigueur à l'heure actuelle dans la ZIP. Les membres ont constaté que des moyens existants de lutte contre les feux d'hydrocarbures sont adaptés. Il faudra porter une attention particulière aux moyens d'intervention en ambiance toxique. Ils se sont aussi prononcés en faveur de l'implantation d'un plateau d'entraînement spécifique sur la ZIP

Des synergies aux partenariats

SécuRévi : une plateforme numérique globale à disposition de tous

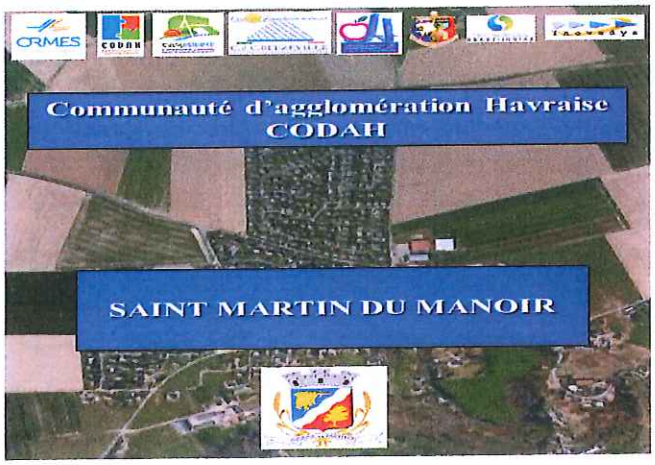
L'outil SécuRévi est une plateforme technologique de management des risques. Elle est orientée vers la connaissance, la formation et l'intervention.

Une version a été installée à l'ORMES. Elle contient actuellement les plans de mise à l'abri disponibles à la CODAH, les dossiers départementaux sur les risques majeurs, les dossiers d'information communaux sur les risques majeurs, certains plans communaux de sauvegarde...
Un ensemble de données géographiques a également été intégré en complément du système d'information géographique existant développé par la CODAH.

De plus, l'outil de « gestion et de suivi de situations » (SiTAc) embarqué dans la plateforme SecuRevi est composé de prises de vue aériennes par drones. Celles-ci constituent des vues panoramiques des sites clés du bassin de risques.

Depuis l'acquisition et le déploiement de la plateforme par l'ORMES en 2013, l'objectif est d'améliorer la sécurité des données informatiques et l'échange de ces informations en conditions hautement sécurisées.

En complément de l'utilisation de solutions de cryptage validées par l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Informations (ANSSI) et d'une collaboration constante avec cette agence, l'ORMES a acquis une solution logicielle de cryptage en cours de déploiement sur les outils mobiles accueillant la plateforme de façon à garantir la confidentialité des informations conte--nues dans les banques de données.



Exemple de document communal

Exemple d'un cliché photo pris par un drone

Vous avez dit SécuRévi ?

SécuRévi est une base de connaissance multirisque, multiservice et pluridisciplinaire (Société Innovadis). Les concepts et les méthodologies déployés pour l'implémentation de cet outil ont été développés par la Direction Expertise Recherche et Développement (DERD) du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Finistère (SDIS29).
Le club utilisateur : EDF Division de la production nucléaire ; TOTAL France, Groupe Leclerc, l'ORMES...

Une convention d'expérimentation pour des projets multiples

Les partenaires : SIRACED-PC, DREAL, DDTM, CODAH, SDIS, GPMH, CRI-CCIH, Météo-France, Air Normand

Les projets : Modélisation de nuages toxiques, Veille et Médias sociaux, plateforme de simulation...

A la fin de l'année 2013, une convention d'expérimentation a été signée par l'ensemble des partenaires dans le but de rechercher, d'évaluer et d'organiser de nouveaux outils permettant une amélioration globale de la sécurité sur la ZIP du Havre. De nombreux projets de recherche et de développement étaient d'ores et déjà identifiés avec certains partenaires. Certains d'entre eux ont déjà fait l'objet d'accords ou de conventions spécifiques avec des parties prenantes ou des partenaires.

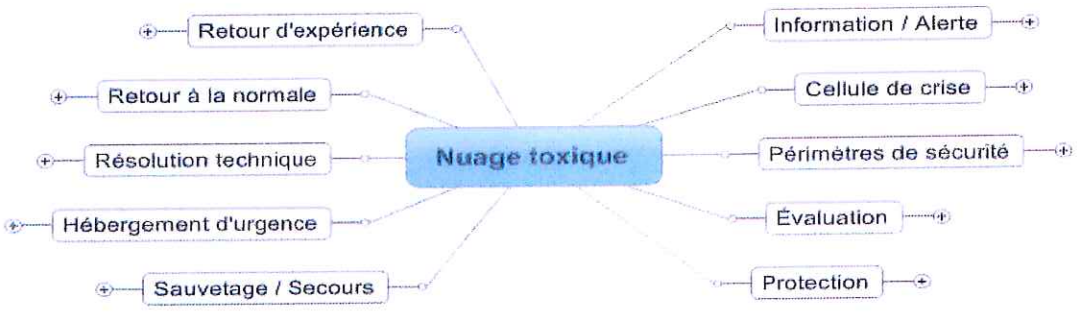
A titre d'exemple, l'ORMES travaille depuis la fin 2013 avec le CEA sur des modélisations de dispersion toxique dans l'air. Cette convention vise à organiser le fonctionnement des outils disponibles à la CODAH actuellement (Safer HR) avec des outils spécifiques du CEA (le modèle CERES).

L'ORMES travaille également avec la société MASAGroup, pour le développement d'outils de simulation adaptés au traitement de crises. Le but de ce projet est d'obtenir des simulations qui s'intègreraient dans les exercices de traitement de crise mais également des outils opérationnels pour le futur centre d'appui.

Durant l'année 2013, Air Normand a également signé la convention d'expérimentation. Suite au rapport sur la fuite à Lubrizol Rouen, Air Normand et Air Rhône Alpes mènent conjointement des travaux pour éventuellement développer des réseaux de mesures adaptés à la problématique des évènements incommodants.

Enfin, l'ORMES élabore un atlas de cartes heuristiques qui séquencent dans un même schéma des réponses successives face à un évènement donné. Celui-ci sera mis à la disposition de l'ensemble des membres après finalisation.

Exemple de carte heuristique développée par la CODAH pour un accident de nuage toxique



Commission « Surcotes Marines »*

* Commission Technique d'étude et d'évaluation des Surcotes Marines dans l'Estuaire de la Seine (CTeeSMES)

Les acteurs

Collectivités
CODAH
Ville du Havre
Ville d'Honfleur

Activités Portuaires
GPMH
GPMR

Services de l'Etat : Laboratoire d'Hydraulique Saint-Venant (CEREMA),
Météo-France

Associations
ORMES
AURH

Autres organismes
GIP Seine Aval
AESN
Université du Havre

Des enjeux importants

- 3 500 bâtiments d'habitation
- 300 bâtiments à enjeux pour le territoire
- 2 000 bâtiments d'activités économiques
- 1 000 réservoirs industriels
- 34 usines à risques du PPI
- Plusieurs centaines de kilomètres de voies ferrées

Rappel des objectifs de l'étude et les résultats 2014

Les objectifs

Améliorer les connaissances des risques :

- Comportement de la mer et des bassins
- Submersion dans les territoires
- Recensement/estimation des enjeux exposés

Proposer les pistes stratégiques de gestion du risque :

Améliorer la résilience du territoire : capacité à récupérer un fonctionnement normal et un développement normal après avoir subi une submersion marine.

Les partenaires de la démarche

Les résultats 2014 : les cartes de submersions

Finalisation des modèles hydrodynamiques :

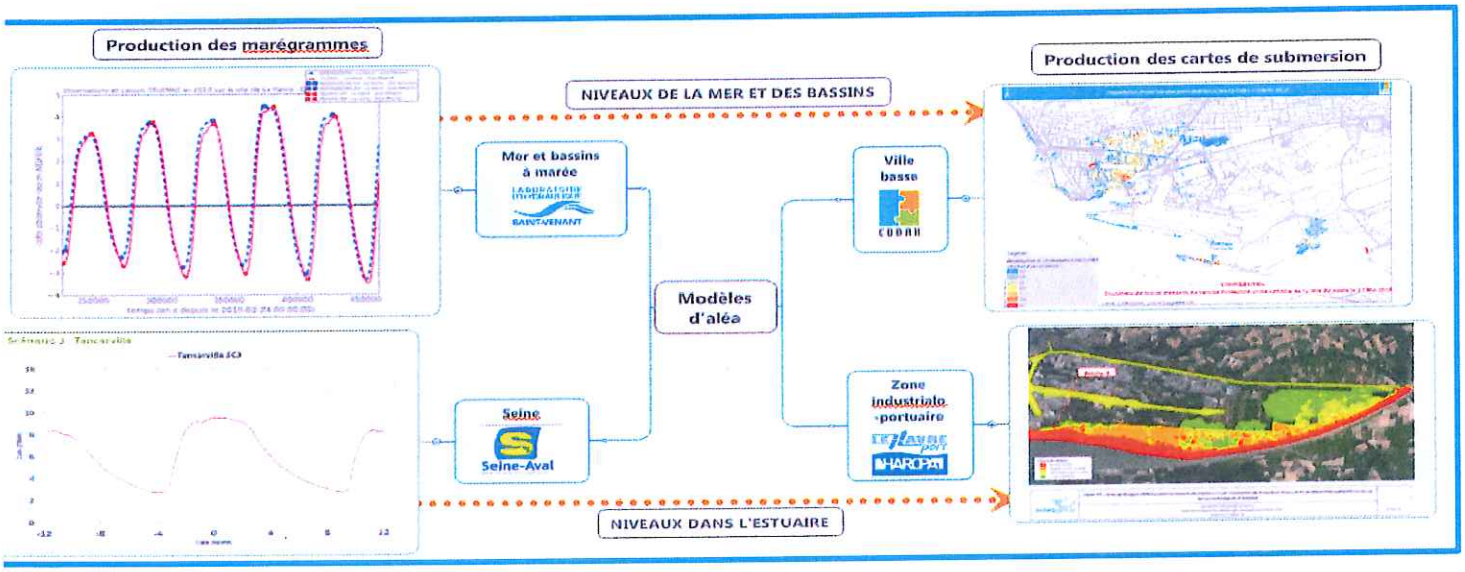
- Production des niveaux d'eau atteints en fonction des marées et des surcotes (en régime de tempête)

Production des cartes des territoires exposés :

- Ville basse du Havre
- Zone industrialo-portuaire

Perspectives :

En 2015, la commission travaillera à la rédaction des pistes de stratégie globale de résilience face aux submersions marines en cohérence avec la mise en œuvre de la Directive Inondation sur le Territoire à Risque Inondation du Havre et les initiatives des partenaires.



Participation à des projets de recherche

Projet PRECIEU

Programmé de 2014 à 2016, le Programme d'Études sur la Contrainte d'Inondation dans les projets urbains en Espaces Inondables (PRÉCIEU) souhaite étudier les politiques d'aménagement des agglomérations urbaines qui choisissent de développer des projets urbains dans des zones inondables, ou supposées comme telles. Le positionnement initial de Précieu est de décentrer le regard sur les modalités d'intégration du risque d'inondation dans l'urbanisme : l'étude portera davantage sur les professions, les outils et les intérêts de l'aménagement plutôt que sur ceux de la prévention et la gestion des risques.

L'objectif de Précieu :

- d'analyser la résilience urbaine « à l'épreuve des faits », c'est-à-dire comment s'élabore une urbanisation au plus près du risque d'inondation, pensée à l'échelle du projet urbain, ce que réclament beaucoup d'élus qui, en mettant l'accent sur la résilience urbaine, espèrent ainsi pouvoir à nouveau construire dans les zones inondables.
- de repérer les étapes du projet urbain où l'inondation disparaît et expliquer les raisons du renoncement : pourquoi ça n'a pas marché, pourquoi la règle s'est transformée en contrainte indépassable ? Comment a-t-elle été négociée, dans quels cadres et avec quels moyens ?
- d'analyser ce que change la contrainte d'inondation aux formes urbaines, paysagères et architecturales.

Equipe du projet

L'équipe du projet Précieu est composée d'enseignants-chercheurs de plusieurs universités françaises et écoles d'ingénieurs, d'un architecte et d'une association. De plus, Précieu s'entoure de professeurs d'université et de deux comités d'experts.

- **Mathilde Gralepois (Coord.)**
Université de Tours / Polytech'Tours / Département Aménagement UMR 7324 CItés, TERritoires, Environnement et Sociétés (CITERES)

- **Sylvain Rode (Coord.)**
Université Via Domitia de Perpignan / Département Géographie et Aménagement du Territoire
UMR 5281 Acteurs, ressources et territoires dans le développement (ART-Dev)

- **Mathieu BONNEFOND**
Ecole Supérieure des Géomètres et Topographes
Conservatoire National des Arts et Métiers
EA 4630 Laboratoire de Géodésie et Géomatique
(L2G) – Equipe foncier

- **Eric Daniel-Lacombe**
Architectes (EDL)

- **Pascal Mallet**
Office des Risques Majeurs de l'Estuaire de la Seine (ORMES) – Mandat spécial du Président Commission « surcotes marines »
Directeur Adjoint de l'Information sur les Risques Majeurs - CODAH

L'information et la communication

Objectifs

L'un des objectifs de l'association est d'augmenter globalement la préparation des populations face aux risques majeurs.
L'information préventive des populations et le développement des bonnes pratiques lors des évènements majeurs sont au cœur de notre politique de communication.

A la demande du conseil d'administration, un atelier de réflexion de l'information préventive a été proposé à l'ensemble des membres de l'ORMES. Pour instaurer une nouvelle dynamique de l'information préventive, il s'agit de mettre en œuvre une véritable politique publique de protection de la population dans le cadre du déploiement du PPRT.

Médias sociaux et Gestion des Urgences

Par la création du compte Twitter @alertestuaire, l'ORMES s'est doté d'un outil de communication ayant servi depuis sa création 49 fois, dont 23 fois en 2014. Par ce canal, l'association rejoint les réseaux sociaux, organise une veille active, diffuse de l'information préventive ou informe le grand public en cas d'évènement.

Ce compte est suivi par les médias régionaux et est utilisé comme source directe d'informations.

Enfin, l'ORMES s'organise également pour mettre en place une veille active des réseaux sociaux en cas d'évènements majeurs sur l'estuaire de la Seine. A ce titre l'ORMES et la DIRM ont été directement mis à contribution lors de la fuite sur le PipeLine de TOTAL en juin dernier par la cellule de crise préfectorale.

Vers une politique publique

La politique publique de protection des citoyens est une stratégie menée par l'ORMES mais s'appuyant sur l'ensemble des membres de l'association qui disposent des moyens nécessaires pour agir sur la situation actuelle du citoyen face aux risques majeurs.

Dans un soucis de cohérence avec les mesures du PPRT, les membres de l'ORMES se fixent un délai de 5 ans pour atteindre une protection effective de chaque citoyen.

Les ateliers de l'Information Préventive

Il a été acté de passer rapidement (en 2015) à une phase opérationnelle permettant de toucher le grand public, l'atelier étant chargé de définir, de programmer et de coordonner les actions de communication.

Pour des communications « grand public », il semble nécessaire de disposer **de relais d'information de proximité dans les communes**, relais qui participent notamment à la mise en œuvre, au suivi et ou à l'accompagnement des informations auprès de la population.

L'atelier de l'information préventive se met en situation d'identifier les relais pertinents et volontaires sur le territoire ; les intercommunalités se proposant, à la demande des communes, pour apporter conseil et assistance adaptée.

Le premier objectif de communication grand public assigné à l'atelier est

« Etre capable d'interpréter le signal d'alerte et connaître les consignes associées »

Dans l'avenir, **d'autres cibles** pourront être proposées par les membres de l'atelier en direction desquelles des actions spécifiques de communication pourront être proposées par l'atelier à valider en fonction des priorités et des moyens par le Conseil d'Administration de l'ORMES.

Visites de Benchmarking des ateliers de l'Information Préventive

Le SDIS 77

SDIS SEINE-ET-MARNE

CEPRI et La Ville d'Orléans

La Croix Rouge française

croix-rouge française
Humanisons la vie

CEPRI
Centre Européen de Prévention du Risque d'Inondation

Mairie d'Orléans

Le Haut Comité Français pour la Défense Civile

Visite de la session nationale

Le 24 octobre 2014, la promotion de la session nationale «Résilience et sécurité sociétales» du Haut Comité Français pour la Défense Civile est venue au Havre sur l'invitation de l'ORMES.

Dans le cadre de cette journée d'étude sur le terrain, l'ensemble des auditeurs a pu profiter d'une présentation de la démarche de l'ORMES au service d'une gestion collective des risques de la zone Industrielle et Portuaire par Patrick LIONS dans le courant de la matinée. Ensuite, une table ronde s'est tenue avec les acteurs de la commission RCU-ZIP de l'ORMES (industriels, GPMH, SDIS 76, DREAL HN, DDTM).

Pour un déjeuner ouvert à toutes les discussions, les auditeurs ont embarqué à bord d'un bateau et ont pu bénéficier d'une visite commentée du port historique du Havre et de Port 2000.

Enfin, la journée s'est terminée par une visite en autocar qui leur a permis de prendre conscience de la dimension de la zone industrielle et portuaire du Havre.

Cette visite de terrain a été très appréciée par les auditeurs et contribue au rayonnement du Havre auprès des responsables sécurité/ sûreté des plus grandes organisations.